

Réaction d'Anne Hidalgo à l'étude par l'Assemblée de la loi Macron

« Cette nuit, l'Assemblée nationale a adopté les articles 71 et suivants du projet de loi croissance, activité, égalité des chances économiques relatifs au travail dominical, dans des termes proposés par le Gouvernement au mépris des discussions que nous avons engagées.

C'est ainsi la confiance qui est entamée, alors que le ministre de l'Economie s'était dit ouvert à l'idée que la délimitation des Zones de tourisme international (ZTI) ne puisse se faire sans la définition de critères objectifs permettant une définition cohérente des périmètres et, surtout, sans un avis conforme du Maire. Sandrine Mazetier, députée PS de Paris, a d'ailleurs, en vain, porté par amendements ces propositions.

Aujourd'hui, le projet de loi prévoit que les ministres en charge du Travail, du Tourisme et du Commerce pourront décider seuls, par arrêté et sur le fondement de critères aussi flous que le rayonnement international. Le ministre de l'Economie va même jusqu'à citer, dans l'hémicycle, les zones qu'il envisage de classer Zone de tourisme international, sans avoir échangé avec la ville de Paris et alors même que cette définition ne relève pas du domaine de la loi.

Il s'agit d'un recul démocratique, à rebours de l'histoire décentralisatrice entamée il y a plus de trente ans. Le ministre de l'Economie justifie un empiètement de l'Etat sur le pouvoir des Exécutifs locaux par l'importance pour l'activité et la croissance française de certains magasins. Ces zones auraient un rayonnement dépassant largement les "considérations locales".

Ceci trahit une vision recentralisatrice et jacobine de la régulation des territoires. Ceci révèle le peu de cas qui est fait du tissu commercial et social parisien. Les ZTI ne seront pas hors sol parisien, elles seront bien incluses dans une réalité et un tissu que nous, élus locaux, connaissons davantage que le Gouvernement.

C'est un non-sens économique de considérer que l'attractivité d'une ville peut se gérer depuis Bercy. Partout dans le monde, ce sont les métropoles qui sont les meilleurs ambassadeurs du rayonnement international de leurs territoires.

J'espère qu'à la faveur de la poursuite des travaux parlementaires dans les semaines qui viennent, le Gouvernement s'en convaincra. »

Anne Hidalgo
Maire de Paris